

---

lancés à cet égard :

- 1) *Consolider la paix* en opérant la transition entre le conflit et un règlement politique durable et la démilitarisation de la société. Cela implique faire passer les sociétés déchirées par la guerre de systèmes adaptés aux conflits à des systèmes conçus pour la paix.
- 2) *Augmenter l'aide humanitaire* après la fin d'un conflit, parce que les populations se déplacent en grands nombres. Les parties au conflit incitent leurs groupes politiques à se déplacer de sorte que le conflit puisse être transposé au niveau de la politique et de l'électorat.
- 3) *Reconstruire les infrastructures politiques et économiques* ainsi que la société civile et les institutions sociales, ce qui peut comprendre de déterminer des groupes de paix locaux et de collaborer avec eux.
- 4) *Réaliser une réconciliation à long terme* qui porte sur les traumatismes collectifs de la guerre, lesquels pourraient porter en germe des conflits violents pour l'avenir.

Tous ces défis sont liés et doivent être relevés simultanément. Des interactions complexes sont en jeu et nous n'en saisissons pas bien la signification. Par exemple, les projets d'aide qui ne bénéficient qu'à une partie à un conflit peuvent ainsi favoriser cet intervenant et rendre plus incertaine la perspective d'une paix durable.

Cela signifie qu'il faut procéder à la consolidation de la paix par divers moyens sectoriels ainsi qu'aux niveaux de la société, de l'État ou du gouvernement et des interventions internationales ou mondiales. Il est urgent de fournir un *cadre stratégique* général qui présente un minimum de contradictions. On a proposé à cet égard de former des groupes de travail pour les secteurs de la santé, de l'éducation et des secours humanitaires. Ces groupes pourraient fixer des lignes directrices pratiques pour le renforcement de la paix, faire la liaison avec les organisations de contact locales et communiquer les renseignements et les évaluations.

Un besoin *d'intégration de la politique stratégique* se fait sentir au niveau de la coordination des acteurs internationaux, ce qui exigera une approche différente pour chaque cas. Des *consultations* au plus haut niveau seront nécessaires pour les donateurs concernés afin d'établir un mécanisme de coopération pour l'aide et afin de déterminer